

Préparation du congrès du Mans Contribution au nécessaire débat Février 2015

Nous sommes à un an du prochain congrès fédéral. Les élections professionnelles, déterminant la représentativité des organisations syndicales de la Fonction publique pour les 4 prochaines années, viennent d'avoir lieu. Elles n'ont pas permis à la FSU d'atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés : redevenir la première organisation à la FPE et être représentative à la FPT. De plus, la FSU accuse pour la première fois un recul dans les secteurs de l'Education et de l'Agriculture. Si bien évidemment, une analyse sérieuse de la situation est en cours, il va de soi que cela doit être mis en perspective et en lien avec les débats à venir du prochain congrès.

Le contexte n'est pas facilitateur : une crise qui n'en finit pas, peu d'avancées pour la Fonction publique, un syndicalisme en souffrance (peu de syndiqués, un émiettement syndical qui ne permet pas l'exercice d'une réelle démocratie sociale, pas de luttes victorieuses et pire des actions qui ne rassemblent pas...). La crise interne de la Cgt pèse évidemment aussi dans ce contexte et son évolution doit être suivie de près.

La crise économique, sociale et sociétale que traverse notre pays bouleverse les repères traditionnels, fragilise les solidarités et ouvre la porte à des partis comme le Front national. La période ouverte par le gouvernement socialiste, si elle a offert quelques perspectives (dialogue social, éducation...), n'a pas permis, notamment du fait de la crise et de sa gestion par des politiques « d'austérité », de créer une dynamique sociale, de donner un nouvel élan à notre modèle social, une vision forte du rôle de l'Etat. A cela s'ajoute une division de la gauche qui ne facilite pas le travail syndical....

Depuis son existence, la FSU s'est beaucoup posée la question de son devenir. Elle n'a peut être pas su dans le même temps faire face aux nécessaires évolutions :

- de plus en plus de sujets se traitent au niveau fédéral en raison de l'actualité, des nouvelles règles de représentativité qui sont l'expression d'une volonté politique de réduire les interlocuteurs et aussi de la mise en œuvre d'un dialogue social par le gouvernement actuel ouvrant nombre de discussions à tous les niveaux....La FSU demande, à juste titre, d'être considérée comme une organisation représentative et à être présente sur tous les sujets mais elle a de plus en plus de mal à l'assurer de manière pertinente,
- un émiettement syndical qui perdure et des agents qui ont du mal à faire la distinction entre toutes ces organisations (plus le lien

fédération/syndicat national),

– la crise, les transformations du salariat, un monde complexe qui nécessite un projet syndical qui prenne en compte cette complexité, tente de fédérer les intérêts des uns et des autres, intègre des propositions alternatives et un lien plus fort avec tous les agents au plus près du terrain.

Ces quelques réflexions montrent qu'il y a 2 niveaux de question à traiter, et dans l'ordre suivant : repréciser notre orientation syndicale et réorganiser la fédération en conséquence.

Repréciser le projet syndical :

Il nous faut être clair sur ce que nous portons, le défendre mieux (notamment dans les secteurs et les instances) et l'affirmer. Le choix de faire vivre un syndicalisme de « propositions, de négociations et d'action » n'est pas simple mais c'est le seul qui soit porteur d'avenir. Cela suppose d'assumer aussi bien notre réformisme que nos contestations et donc de pouvoir par exemple aller négocier sans redouter au final d'être englué dans des débats sur la contextualisation...

Il nous faut clarifier ce que nous souhaitons comme avenir à la FSU, en gros il y a 3 hypothèses :

- rester dans l'autonomie mais sur quel périmètre : l'actuel ? Fpe ? Recentrage sur l'Educ ? ;
- travailler au rapprochement avec la CGT, dans quels délais ? Un tel rapprochement structurel posant nombre de questions (état des discussions à la CGT, dans les SN de la FSU, risque de fuite de syndiqués ...) ?
- conforter une fédération de la Fonction publique (sans la FPH ?) tout en connaissant les difficultés liées notamment à notre absence de représentativité dans la FPT ?

Et par ailleurs, quid du renforcement de la FSU, y compris dans la territoriale, quels que soient les objectifs à terme sur le devenir de la fédération ? Ces hypothèses n'étant pas exclusives, la question étant de savoir en engageant une démarche quel est l'objectif poursuivi.

Il est par ailleurs nécessaire de connaître le projet de Solidaires quant à l'avenir du syndicalisme. Si nous ne faisons pas cette clarification au prochain congrès, nous continuerons à nous disperser, à contourner les débats et ne permettrons pas de créer une dynamique de nos équipes et contribuerons ainsi à l'affaiblissement de l'outil syndical que constitue la FSU en essayant de toujours « tout tenir ». Cela suppose la tenue de débats dans les différents syndicats nationaux avant le Congrès afin de dégager ensemble ce que serait notre ligne de conduite pour l'avenir.

Réorganiser la fédération

Sans revenir sur les principes de la FSU (notamment l'art1) ce qui serait une erreur, il s'agit de prendre en compte une réalité qui a changé en 20 ans et de mettre en œuvre les orientations qui seront décidées.

Certaines (notamment conforter l'actuel Fsu) nécessiteront un renforcement de la fédération.

Notre structure fédérale, son fonctionnement ne correspondent pas aux besoins :

- pas assez de militants sur les différentes tâches, des militants qui s'épuisent à faire fonctionner leur syndicat avec un travail qui irrigue encore insuffisamment la FSU, ce qui conduit parfois à faire les choses en double, à des difficultés à tout assumer...
- des difficultés à faire fonctionner des secteurs (particulièrement le secteur orga, droits et libertés et l'international, services publics...) et en même temps une multiplication de « groupes de travail » (alter-eco, Chsct, Fde, Extrême droite...)...
- une absence dans les différents collectifs (secteurs...) de militants portant notre orientation nous fragilisant sans cesse et nous plaçant souvent sur la défensive alors que nous sommes majoritaires dans l'organisation (mais il faudra aussi mener un travail de clarification de l'orientation dans Unité Action...) ...
- une structure nationale qui repose sur seulement quelques militants or c'est aussi dans le quotidien, nous le savons tous, que se fait le syndicalisme et non seulement dans les instances...

Quant aux sections départementales, CFR (que d'ailleurs la réorganisation territoriale va nous inviter à repenser...) nous travaillons peu et mal avec elles. C'est dans un travail d'échanges permanents entre national et local, dans des allers-retours constant que nous pourrons partager nos analyses et propositions pour « retrouver » un syndicalisme majoritaire. Même si nous avons beaucoup progressé et notamment depuis 2011, il faut faire encore mieux vivre ce pilier de la fédération et nous en donner tous les moyens.

Or, les élections nous montrent aussi la faiblesse de notre maillage territorial, dans certains secteurs, l'affaiblissement du réseau militant là où nous sommes très représentatifs comme à l'éducation

Vous comprendrez en creux que je pense qu'il nous faut confirmer l'orientation de Poitiers (syndicalisme réformiste et d'action) et conforter la FSU sur le champ de la FPE et de la FPT (les services publics et particulièrement la Fonction publique devant jouer un rôle déterminant).

Je suis convaincue que la FSU peut jouer un rôle dans le paysage syndical actuel y compris pour travailler à l'unification.

Je plaide pour cela pour un renforcement de la vie fédérale, ce qui suppose notamment d'arriver à faire vivre les syndicats et la fédération. Cela passe par exemple par une organisation repensée dans ses secteurs (redécoupage de secteurs et limitation des « groupes de travail ») ; dans son lien entre SN, fédération, SD et CFR (ce qui suppose notamment un secteur orga qui fonctionne et un travail d'instances mieux préparé) ; des militants pouvant consacrer du temps pour travailler à la fédération non seulement les sujets sectoriels ou catégoriels mais aussi sur tous les sujets « interpro » (ex : loi Macron, environnement...) et disponibles pour les différentes réunions extérieures (nous peinons de plus en plus à remplir les délégations y compris sur les réunions fonction publique) ; une mutualisation plus forte entre SN et fédération (analyses, presse...).

Ne pas clarifier ces choix lors du prochain congrès reviendrait de fait à faire un choix. Il est donc nécessaire de mener collectivement cette réflexion.

Bernadette Groison